



Un pays pour les Palestiniens

Qui doute encore aujourd'hui que la paix au Proche-Orient doit passer par la reconnaissance des droits et de l'entière souveraineté d'un État palestinien à côté d'Israël? Une majorité de la population mondiale et des gouvernements est d'ailleurs en faveur de la reconnaissance de ce nouveau pays. Depuis des décennies, les Palestiniens ne vivent-ils pas l'humiliation d'avoir été chassés de leurs terres et de leurs maisons en plus d'avoir à subir une occupation militaire illégale? Une Palestine « libre » avec des frontières « viables » ne serait que justice élémentaire.



État-membre de l'ONU. Mais même si tout le monde s'entend sur la nécessité de reconnaître les droits de l'État palestinien (d'ailleurs prévu dès 1947), plusieurs questions importantes restent à régler avant d'en arriver à une solution raisonnable. Parmi celles-ci, la question du tracé des frontières de ce nouvel État et celle du retour des réfugiés se butent à l'intransigeance et à la mauvaise foi du gouvernement israélien qui cherche avant tout à gagner du temps et à gruger encore plus de territoires aux dépens des Palestiniens. Pour comprendre les enjeux de ce conflit qui perdure depuis plus de 60 ans, tentons d'abord de répondre à quelques questions simples.

Toujours perdants dans le jeu des négociations à forces très inégales avec Israël, les Palestiniens souhaitent dorénavant jouer la carte de la reconnaissance officielle comme



1. Qui sont les Palestiniens?

Les Palestiniens sont un peuple de langue et de culture arabe. Jusqu'au début des années 1900, ils sont largement majoritaires sur le territoire qu'ils habitent depuis plus de 1000 ans. À partir de là, de nombreux Juifs ont commencé à immigrer en Palestine et à accaparer les meilleures terres. Sous le mandat britannique (1920-1948), l'immigration juive était en principe contrôlée, mais il y eut beaucoup d'immigration illégale, avec la complicité du pays mandataire. Au fil des années et de plusieurs conflits armés, surtout après la création d'Israël en 1948, les Palestiniens se sont vus refouler dans de minuscules territoires (Gaza et Cisjordanie) finalement occupés eux aussi par l'armée israélienne à partir de 1967. Des centaines de milliers d'autres ont été contraints de se réfugier dans les pays voisins. Les Palestiniens revendiquent aujourd'hui le droit d'avoir un État souverain sur les terres qui leur sont reconnues. Mais ce droit leur est refusé par Israël, qui continue par ailleurs de construire des colonies en Cisjordanie empiétant encore davantage sur les derniers territoires palestiniens.



Au début du XXe siècle, les Palestiniens habitaient la totalité du territoire (sous domination turque) de ce qu'on appelait alors « la Palestine ». Ce territoire passe ensuite sous mandat britannique de 1920 jusqu'à 1948.

OUI à un État Palestinien

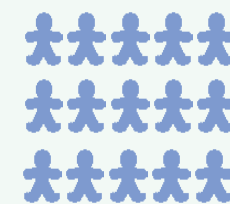
Nombre de pays appuyant les Palestiniens



Poids démographique

...des pays appuyant les Palestiniens

5,3 milliards de personnes



75%
de la population mondiale

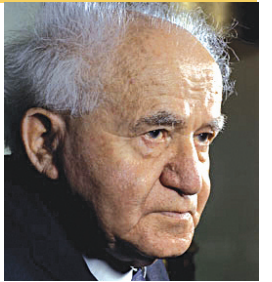
...des pays qui n'appuient pas les Palestiniens

1,7 milliard de personnes



25%
de la population mondiale

« Nous avons volé leurs terres »
« Ne nous cachons pas la vérité... Politiquement nous sommes les agresseurs et ils se défendent. Ce pays est le leur, parce qu'ils y habitent, alors que nous venons nous y installer. »



David Ben-Gurion

Premier ministre d'Israël de 1948 à 1953

Tiré de la page 91 du livre « Israël, Palestine, États-Unis : Le triangle fatidique » de Noam Chomsky, 2006.

La position canadienne

Déconnectée de la réalité?

« Une attaque contre Israël serait considérée comme une attaque contre le Canada ». Peter Kent, alors qu'il était, en 2010, ministre d'État aux Affaires étrangères du Canada

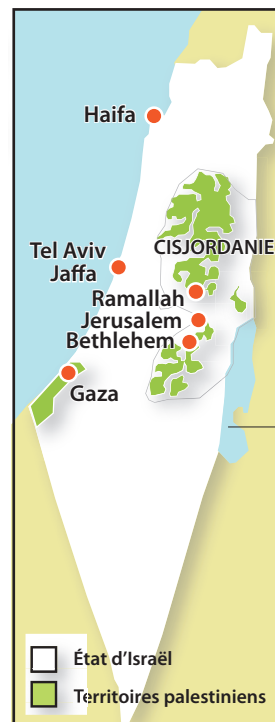


Avant l'arrivée au pouvoir de Stephen Harper, la position canadienne dans le conflit israélo-palestinien était plutôt « nuancée ». Les premiers ministres canadiens alignaient leur position sur celle de l'ONU et préconisaient le règlement du conflit par une approche réaliste. Ainsi, lorsque l'armée israélienne utilisait une force excessive ou que l'État israélien annonçait la construction de nouvelles colonies illégales en territoire palestinien, le Canada ne se gênait pas pour les condamner et exiger que le droit international soit respecté. Mais depuis que Stephen Harper est premier ministre, le Canada pratique une politique d'appui aveugle et inconditionnel à Israël allant à contre-courant du bon sens et du droit international. À titre d'exemple, quand l'armée israélienne a attaqué, dans les eaux internationales, une flottille humanitaire et tué 9 passagers en mai 2010, le Canada a été à peu près le seul pays au monde à ne pas condamner Israël. Le Canada de M. Harper fait aussi partie de la minorité de pays dans le monde qui n'appuie pas la reconnaissance de l'État Palestinien à l'ONU. En agissant ainsi, le Canada prend ouvertement parti pour un des deux belligérants et nuit considérablement aux efforts visant à appliquer une solution « viable » au conflit entre les Israéliens et les Palestiniens.

2. Qui sont les Israéliens?

La majorité des Israéliens sont des Juifs ayant immigré en Palestine sous l'impulsion du mouvement sioniste, une idéologie qui prône le retour des Juifs dans la « Terre promise » . . . après leur exil de près de 2000 ans. Une fois assez nombreux, en 1948, ils se sont empressés de proclamer unilatéralement l'État d'Israël malgré l'opposition des Palestiniens qui vivaient là depuis plus de 1000 ans. Devant ce fait accompli, le Conseil de Sécurité de l'ONU, dominé par les grandes puissances qui ont gagné la Deuxième Guerre, a cédé à la pression sioniste en reconnaissant cet État. Comme « compromis » boiteux, le Conseil prenait la décision de créer aussi, en parallèle, un État palestinien, mais ce dernier n'a pas vu le jour. Plusieurs guerres ont suivi, les Palestiniens voyant d'un mauvais œil ces immigrants s'accaparer de leurs terres ancestrales. Mais Israël, bénéficiant d'appuis financiers et politiques colossaux en Europe et en Amérique du Nord, a gagné toutes les guerres agrandissant chaque fois son territoire au détriment des Palestiniens. De nombreux Israéliens ne cachent pas aujourd'hui leur vision du « Grand Israël », un État juif qui engloberait aussi les territoires palestiniens . . . mais sans les Palestiniens.

➔
Après avoir immigré en Palestine par milliers, et après plusieurs guerres, les Israéliens ont conquis la majeure partie des terres des Palestiniens et ont confiné ces derniers dans de minuscules enclaves.



3. Qui appuie les Palestiniens?

Les Palestiniens bénéficient d'un très fort appui dans le monde, notamment parce qu'ils forment indéniablement un peuple distinct. Ils ont subi depuis des décennies l'humiliation de se faire voler leurs terres et de se voir imposer l'occupation militaire, en plus de se voir priver de leur droit fondamental à décider eux-mêmes de leur avenir. À de très nombreuses reprises, l'ONU a condamné (sans résultats) le gouvernement israélien pour ses actions à l'encontre des Palestiniens et a réitéré le droit de ces derniers à vivre en paix sur leurs territoires.

Jusqu'à maintenant, au moins 126 pays se sont prononcés formellement pour la reconnaissance de l'État palestinien. Ces pays représentent plus des trois quarts de la population mondiale. Un sondage réalisé en septembre 2011 auprès de plus de 20 000 personnes dans 19 pays à travers le monde (dont le Canada et les États-Unis) a démontré que deux fois plus de citoyens appuient les Palestiniens dans leurs démarches de reconnaissance à l'ONU, par rapport à ceux qui sont contre.

(Source : http://www.globescan.com/news_archives/bbc2011_palestine/)

Les trois quarts de la population mondiale appuient les Palestiniens

4. Quelles sont les solutions à ce conflit?

Probablement, les Palestiniens ne retrouveront jamais la totalité des territoires qu'ils habitaient avant la création de l'État d'Israël. Mais tout le monde convient tout de même que les solutions à ce conflit qui perdure depuis plus de 60 ans sont simples et évidentes.

Partager la terre en garantissant la souveraineté de l'État palestinien sur les territoires définis en 1967

Il est indéniable que les Palestiniens doivent bénéficier dès maintenant d'un État à l'intérieur des frontières que le Conseil de Sécurité de l'ONU a reconnu en 1967 (résolution 242). Ces frontières englobent la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est. Cela implique évidemment que l'armée israélienne se retire des territoires qu'elle occupe illégalement depuis 1967, que le gouvernement israélien arrête de construire des colonies en territoire palestinien, et que cesse le blocus contre Gaza.

Régler le problème des réfugiés

En 1948, environ 800 000 Palestiniens ont dû fuir ou ont été chassés de leurs maisons et de leurs terres en raison de la guerre avec les Israéliens. Aujourd'hui, ils sont plus de 5 millions entassés dans des camps au Liban en Jordanie ou en Syrie. Les Palestiniens demandent à Israël d'appliquer la résolution 194 adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1948 exigeant le droit de retour de ces réfugiés dans leurs terres ou leur juste compensation.

Ces solutions sont les seules possibles pour régler de façon « viable » ce conflit et pour redonner espoir et dignité aux Palestiniens.

POUR EN SAVOIR PLUS



Réfugiés oubliés

WEBdocumentaire de Radio-Canada sur les réfugiés palestiniens
<http://www.radio-canada.ca/sujet/visuel/2011/05/03/001-refugies-palestiniens-chatila.shtml>

Palestiniens et juifs unis (PAJU)

www.pajumontreal.org

Site d'information et d'analyse sur la situation en Palestine occupée

www.info-palestine.net

Organisme en faveur de la paix entre Palestiniens et Israéliens

www.lapaixmaintenant.org

Les chiffres du mois

99

C'est le nombre de « checkpoints » permanents contrôlés par l'armée israélienne en territoire palestinien. À ceux-là, s'ajoutent des centaines d'autres « checkpoints » aléatoires chaque année. Des millions de Palestiniens doivent les traverser chaque jour pour aller travailler, se rendre à l'école, aller à l'hôpital, au marché, ou simplement visiter leurs parents et amis.

(Source : www.btselem.org)



3 milliards \$

C'est le montant annuel de l'aide militaire étatsunienne à Israël, qui est déjà une superpuissance militaire dans la région, avec un arsenal des plus sophistiqués.

Publié par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières, un organisme sans but lucratif indépendant, grâce à des dons de citoyens et de citoyennes de la Mauricie.

Pour réagir ou faire un commentaire à propos du contenu de ces deux pages, faites-le par courriel à :

grandsenjeux@cs3r.org
(819) 373-2598

Vous pouvez faire un don à l'organisme pour qu'il puisse continuer sa mission d'éducation et de sensibilisation en envoyant un chèque à :
CSTM – Fonds de Charité
942, Ste-Geneviève, Trois-Rivières (Qc) G9A 3X6
DON EN LIGNE: www.cs3r.org